

ENERGY:

The Crisis Changes for Poor Countries

"The liberty of one man," wrote U.S. Supreme Court Justice William O. Douglas 20 years ago, "will hereafter be closely linked with the hunger of another. The world community is more and more the testing ground for every man's freedom."

In 1974 an editorial writer on *The New York Times* noted: "The hottest socio-economic story of the moment is the coming crash and the end of civilization as we have known it."

The truth of the first statement has come home to millions in the past year. Neither is there denying the jumble of fact, conjecture and emotion behind the second. The Yom Kippur War in October, 1973 provoked a military crisis in the Middle East. It sharpened a political crisis in the capital of the most powerful nation in the Western world. And it ushered in what was called a worldwide energy crisis.

With the danger of continuing or spreading war damped down, with the situation known as Watergate finally put behind the people of the United States, there may be reason to hope that in many nations more attention, more imagination and more resources will be devoted to the third crisis.

This crisis has not become smaller or gone away. It has changed shape and grown bigger. It encompasses more than energy. It can truly be called a survival crisis. It involves food as well as oil, nuclear bombs as well as fertilizer, people as well as cars. Somehow, the experts tell us, it will have to be confronted and overcome in the last quarter of this century — with a substantial start made in this decade — for individual dignity instead of mass disaster to prevail on every continent.

Questions are being asked. Initiatives are being considered. Studies, as usual, are going ahead. Consciences, it is fair to surmise, are being pricked. But so far the answers given are tentative, often confused and sometimes narrow even if well-meaning.

A case in point was the special session of the United Nations General Assembly on raw materials and economic development last spring. Called by the Group of 77 — more like 100 — developing nations, it succeeded in adopting what was termed A New International Economic Order. But it ended on a sour note of disagreement between the United States and other developed countries, including Canada, on one hand, and on the other some of the more radical developing countries, including oil producers. Caught in the middle, although outwardly closing ranks in the Third World, were low-income Asian, African and Latin American nations which don't happen to produce much or any oil (and as a consequence are being called members of the "Fourth World").

To Western delegates, anti-Western rhetoric prevailed. To delegates from poorer countries with a memory of colonialism and an awareness of what they deem neo-colonial economic practices, the United

ENERGIE:

la crise mondiale et les pays pauvres

"À l'avenir, la liberté de l'homme sera largement tributaire de la faim de son prochain. La notion de liberté humaine dépasse de plus en plus le cadre national et c'est à la dimension du monde qu'il faut juger de sa réalité." Voilà ce qu'écrivait, il y a 20 ans, un magistrat de la Cour Suprême des États-Unis, le juge William O. Douglas.

En 1974, un éditorialiste du *New York Times* écrivait à son tour: "L'événement socio-économique le plus brûlant, de nos jours, c'est une crise prochaine et la fin de la civilisation que nous avons connue".

Au cours de l'année écoulée, des millions de personnes ont pu, chez eux, constater la justesse de la première affirmation. Point n'est nécessaire de nier la seconde, quand nous sommes témoins de tant de faits bouleversants, d'incertitudes et de craintes. En octobre 1973, la guerre de Yom Kippur a provoqué une crise militaire au Moyen-Orient et une crise politique dans la capitale de la plus grande puissance du monde occidental, pour aboutir enfin à une crise mondiale de l'énergie.

Devant le danger qu'une guerre refroidie se rallume et se répande, devant les événements du Watergate qu'a connus le peuple américain, peut-être pouvons-nous espérer que plusieurs nations prêteront davantage attention, apporteront plus d'initiatives et consacreront plus de ressources pour parer à cette troisième crise.

Cette crise n'est ni supprimée, ni diminuée; elle ne s'est que transformée pour s'accroître davantage. Dépassant la question de l'énergie, elle devient une crise de survivance qui porte sur les denrées alimentaires tout comme sur le pétrole, sur les bombes nucléaires comme sur les engrais et sur les gens aussi bien que sur les automobiles. De toute manière une mise en garde nous vient des spécialistes en la matière: il faut faire face à la crise et arriver à la surmonter d'ici la fin du siècle — mais faut-il aussi commencer une action radicale dès la présente décennie — afin que sur chaque continent la dignité due à l'homme prenne le dessus sur la détresse des masses.

Comme toujours, on se pose des questions, on songe à passer à l'action, on continue de se livrer à des études. Si les consciences, — il faut l'avouer, — sont tourmentées, les réponses demeurent quand même non concluantes, souvent évasives, parfois incomplètes, cela malgré une bonne foi évidente.

Rappelons, à titre d'exemple, la session spéciale des Nations Unies, le printemps dernier, portant sur les matières premières et sur le développement économique. Convoquée par le Groupe des 77 — (plutôt les 100) — pays en voie de développement, l'assemblée a fini par adopter ce que l'on a baptisé le "Nouvel ordre économique international". Malheureusement, la réunion s'est terminée sur une note plutôt triste, celle du désaccord entre les États-Unis et d'autres pays développés, y compris le Canada, d'une part, et les

States acted in an unnecessarily brusque manner by waiting until the last minute to propose a \$4 billion fund for aiding the countries hardest hit by the energy crisis. The projected fund finally approved by the General Assembly for this purpose has yet to get off the ground, although industrialized nations, oil producing nations and the World Bank have shown varying degrees of interest.

The oil import bill for non-oil producing developing nations will rise in 1974 more than \$9 billion (more than grants and net public capital flows to these countries in 1973) to nearly \$15 billion, and this foreign exchange burden will reach an estimated \$37 billion by 1980. By 1985, other estimates indicate, Arab oil producing countries alone will be earning roughly \$350 billion a year; of this amount, it is calculated that \$250 million could be used outside these countries.

For all its shortcomings, the special session of the General Assembly restarted an international dialogue on world economic needs. Some of the points it made in drafting the outline of a new economic order are unexceptionable in any quarter but need emphasis. For example, there was no argument about the urgency of "promoting the transfer of technology and the creation of indigenous technology for the benefit of the

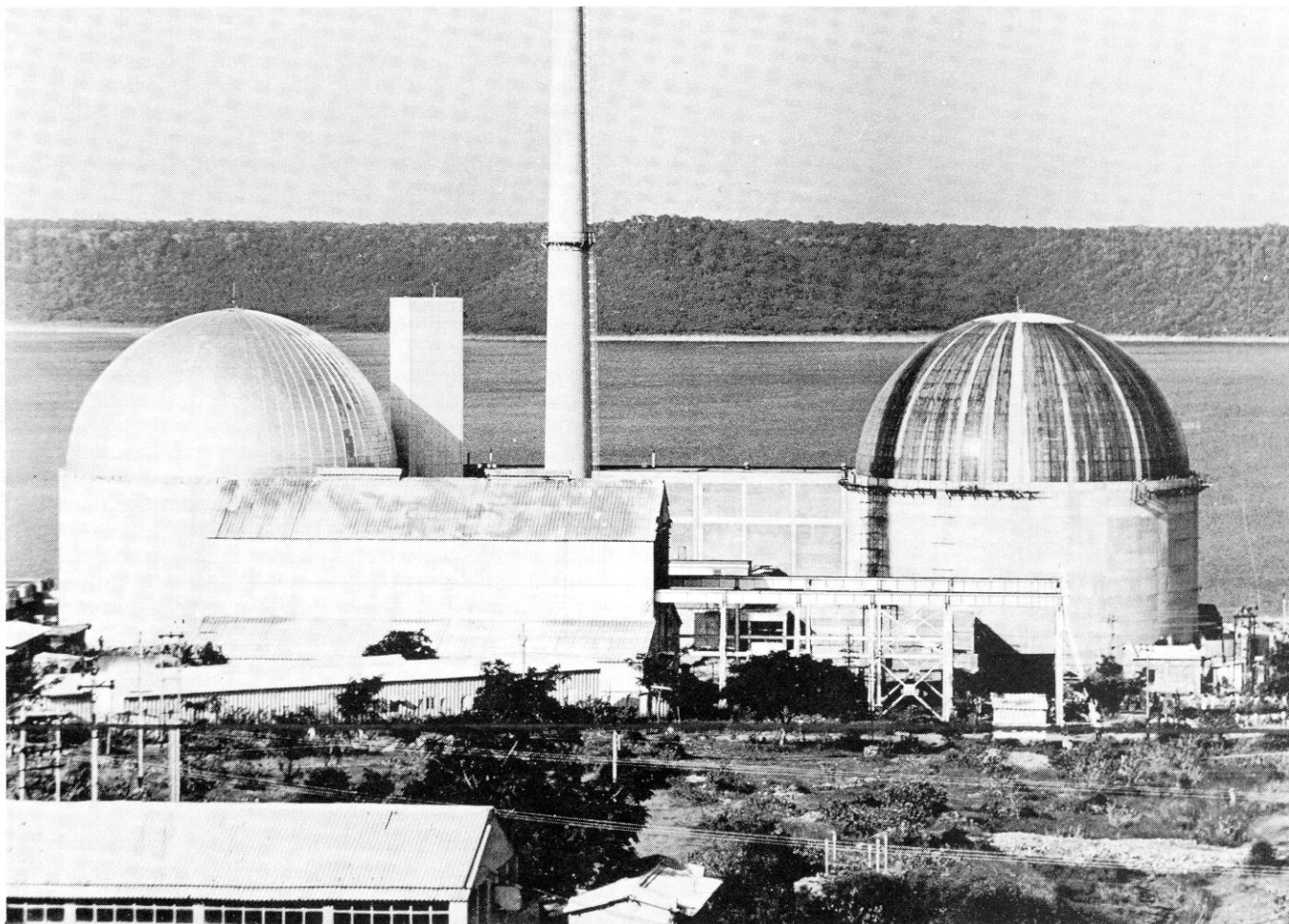
pays développés les plus radicaux, entre autres les pays producteurs de pétrole, d'autre part. Pris entre deux et appartenant apparemment au Tiers-Monde, se trouvaient les nations pauvres de l'Asie, de l'Afrique et de l'Amérique latine, ces pays ne produisant pas ou peu de pétrole. (Pour cette raison, on les surnomme parfois le Quatrième Monde.)

Aux yeux des délégués de l'Ouest, c'est une propagande anti-occidentale qui a prévalu. Par contre, les pays pauvres, encore imprégnés des souvenirs du colonialisme et soupçonnant le néo-colonialisme économique, ont pensé que les États-Unis avaient agi d'une façon inutilement brutale en retardant au dernier moment leur proposition d'une caisse de 4 milliards de dollars destinée à aider les pays les plus frappés par la crise de l'énergie. Cette aide financière qui a finalement été approuvée par l'Assemblée Générale se fait encore attendre, même si les pays industrialisés, les pays producteurs de pétrole et la Banque Mondiale y ont, à des degrés divers, manifesté de l'intérêt.

Et pourtant, les pays en voie de développement non producteurs de pétrole devront, en 1974, verser près de 15 milliards de dollars pour importer le pétrole dont ils ont besoin, soit une augmentation de 9 milliards de dollars par rapport à l'année précédente (une somme supérieure aux subventions reçues et à l'entrée

India's Rajasthan Atomic Power Project, built with Canadian aid. Photo by Atomic Energy of Canada Ltd.

Centrale atomique de Rajasthan en Inde (construite avec l'aide du Canada). Photo prise par Atomic Energy of Canada Ltd.





A modern shopping centre: energy needs are great the world over

Un centre commercial moderne: partout au monde, toujours plus d'énergie

nette de capitaux publiés en 1973); en 1980, ces chiffres devraient passer à environ 37 milliards. On estime par ailleurs qu'en 1985, les pays arabes producteurs de pétrole feront un revenu brut de 350 milliards de dollars par an et il semble que 250 millions pourraient être utilisés en dehors de ces pays.

A la suite de toutes ses tergiversations, la session spéciale de l'Assemblée Générale a repris l'éternel dialogue sur les besoins économiques mondiaux. Certains points soulevés lors de la définition du nouvel ordre économique sont fondés mais méritent plus d'attention. Ainsi, aucun argument n'a été apporté pour démontrer l'urgence d'encourager l'échange de techniques et la création d'une technologie locale au bénéfice des pays en voie de développement. On a également ignoré le fait que certains pays en voie de développement disposent de vastes terres inexploitées qui, si on les amendait pour les mettre en valeur, contribueraient grandement à résoudre le problème de l'alimentation.

Juste avant la fin de la session, au début de mai, la crise mondiale de l'énergie se transformait en crise alimentaire. Dans l'attente de la prochaine Conférence Mondiale sur l'Alimentation qui doit avoir lieu à Rome en novembre, M. Mitchell Sharp, alors ministre des Affaires Extérieures du Canada, a rappelé à l'Assemblée que si les pays fortement peuplés et en voie de développement parvenaient, dans une large mesure, à se suffire à eux-mêmes en nourriture, alors seulement le monde pourrait envisager l'avenir avec sérénité.

Même avant la fin de l'embargo arabe sur le pétrole, les longues files d'automobiles aux postes d'essence avaient disparu, dans les pays occidentaux. Mais il restait toujours à y résoudre les problèmes non moins sérieux de l'inflation et de la réglementation des sociétés multinationales de pétrole. D'autre part, les pays en voie de développement étaient confrontés avec des problèmes encore plus graves et, peut-être, plus difficiles à résoudre.

Le prix quadruplé du pétrole coïncide avec des hausses encore plus fortes dans le prix des céréales importées. La production alimentaire intérieure a été affectée par la pénurie d'engrais dérivés du pétrole et par celle de l'huile diesel actionnant les pompes à irrigation.

Bien plus, l'approvisionnement en céréales ne va pas de pair avec l'accroissement démographique de plusieurs pays. L'Inde, par exemple, n'obtient cette année que des récoltes moyennes ou même moindres en raison d'une mousson d'été peu favorable. Les pays ne s'étant pas encore remis de la sécheresse de 1972-1973, le Gouvernement indien prévoit importer au moins 5 à 6 millions de tonnes de céréales, si une telle quantité est disponible; en même temps, le gouvernement est forcé de réduire l'électricité dans les régions irriguées produisant normalement de très bonnes récoltes.

L'Inde, l'Iran, l'Egypte et d'autres pays en voie de développement envisagent d'utiliser la force nucléaire comme source d'énergie. Toutefois, l'explosion souterraine d'un engin nucléaire dans le désert de Rajasthan, le 18 mai, a fait naître, dans bien des milieux, des doutes sur les priorités que se fixent réellement ces pays. Même imbus de la meilleure bonne volonté du monde, il faut s'attendre à ce que les pays donateurs, dans le cadre de l'aide au développement, veuillent voir leur concours assurer aux êtres humains

developing countries." Nor was there about the fact that "some developing countries have vast potentialities of unexploited land which, if reclaimed and put into practical use, would contribute considerably to the solution of the food crisis."

Almost before the session was over in early May, the world energy crisis was turning into a world food crisis. Looking forward to the World Food Conference in Rome in November, Mitchell Sharp, then Canada's External Affairs Minister, reminded the General Assembly: "Only if the highly populated developing countries achieve a higher degree of self-sufficiency in food can the future be faced with reasonable equanimity."

Even before the end of the Arab oil embargo, long lines of automobiles at filling stations in Western countries were disappearing. Serious questions remain in these countries about how to cope with inflation and how to regulate multinational oil corporations. But in low-income countries the problems are graver and, if anything, harder to solve.

The quadrupled price of oil coincides with much steeper prices for imported grain. Domestic food production has been hurt by shortages of fertilizer derived from oil and of diesel oil for irrigation pumps.

Moreover, availability of foodgrains is simply not keeping pace with population growth in many countries. India, for one, is faced with average or below-average crops this year because monsoon rains do not appear as good as hoped for. With the country not yet recovered from the 1972-73 drought, the Indian Government is expected to buy a total of at least 5 or 6 million tons of grain abroad, if this amount can be found, at the same time as it is forced to stagger electricity for irrigated areas normally producing high yields.

India, Iran, Egypt and other developing countries are seeking to use nuclear energy as a source of power. But India's setting off of a "nuclear device" underneath the Rajasthan Desert on May 18 has stimulated questions in many quarters about priorities in these countries. Even with the best will in the world, governments of aid-providing countries want to be satisfied that the human needs of economic development will be met before committing themselves to new international assistance programs.

Such programs are surely in the offing if a spirit of interdependence among several kinds of nations is promoted and gives shape to specific areas of co-operation. In some Western countries there is even talk of cutting down on food, fertilizer and energy if this will help less fortunate persons in poorer countries. Part of the problem is that the need is more complex and bigger — so big that it is becoming impossible for the bulk of assistance for development to come from anywhere but within the countries requiring it. World food reserves, for example, cannot meet even this year the shortages that are again appearing and that will grow larger if steps to increase domestic food production are not taken soon.

Perhaps more important than adjusting their belts, people and governments all over the world will have to adjust their thinking in order to achieve the kind of balance in economic growth that has so far eluded them — and is increasingly needed if civilization is to be enhanced and not ended.

— DAVID VAN PRAAGH

le bien-être envisagé avant de s'engager dans de nouvelles voies dans la réalisation de leurs programmes d'aide internationale.

L'adoption de tels programmes est certainement du domaine du possible; faut-il aussi qu'il se crée parmi différentes catégories de nations un certain esprit de solidarité qui, de ce fait, fera ressortir certains domaines précis où leur collaboration s'impose. Certains pays occidentaux songent même à diminuer leur consommation d'aliments, d'engrais et d'énergie si ceci peut-être d'un secours aux plus défavorisés des pays pauvres. Un des aspects du problème consiste dans la complexité et le volume, sans cesse croissant, des besoins des pays en voie de développement . . . ces besoins augmentent à tel point qu'il devient impossible à la masse totale de l'aide au développement de les satisfaire à moins que les pays concernés s'allient pour y mettre leur part. Ainsi, les réserves alimentaires, cette année, ne peuvent suffire à compenser la pénurie qui s'annonce de nouveau et cette situation ira s'aggravant si l'on ne prend pas bientôt des mesures pour accroître la production intérieure d'aliments.

Plutôt que de se serrer la ceinture, les peuples et les gouvernements du monde entier auront à modifier leurs attitudes, s'ils veulent arriver à atteindre, dans la croissance économique, l'équilibre jusqu'ici négligé . . . car il reste une condition de plus en plus nécessaire, non seulement pour éviter la destruction de la civilisation, mais encore pour en assurer le relèvement.

— DAVID VAN PRAAGH